



Independent observer
of the Global Fund

EPIDÉMIE D'EBOLA : LE FONDS MONDIAL S'ENGAGE À RÉPONDRE RAPIDEMENT À TOUTE DEMANDE DU LIBÉRIA, DE SIERRA LEONE OU DE GUINÉE

Le Fonds mondial s'est engagé à répondre rapidement à toute demande en provenance du Libéria, de Sierra Leone ou de Guinée pour une plus grande souplesse dans la reprogrammation de subventions, afin d'aider ces pays dans leur lutte contre le virus Ebola qui a déjà fait plus de 2800 victimes et qui risque d'infecter jusqu'à 1,4 million de personnes d'ici la fin de l'année.

Il est probable que les trois pays les plus touchés par l'épidémie demanderont des investissements plus importants dans le renforcement des systèmes de santé (RSS), dans la mesure où l'insuffisance des infrastructures, la pénurie d'agents de santé formés et la faiblesse des systèmes contribuent à propager la maladie.

« Nous reconnaissons l'urgence de la situation car l'épidémie est en train d'évoluer rapidement », a déclaré Seth Faison, directeur de la communication du Fonds mondial, à Aidspace le 25 septembre.

« Des moyens sont à l'étude pour aider les pays touchés à lutter contre l'épidémie, notamment par une reprogrammation des crédits, la formation, la fourniture d'équipements de protection et l'affectation des ressources là où les besoins sont les plus importants. »

Selon George Shakarishvili, conseiller principal du Fonds pour le RSS, les besoins criants dans ces pays, qui tous les trois sont parmi les plus pauvres du monde et se trouvent à divers stades d'une reconstruction post-conflit, montrent à quel point il est important d'investir dans les systèmes de santé. Dans ces pays d'Afrique de l'Ouest, ces investissements devraient servir à développer les ressources humaines pour la santé, à améliorer la collecte régulière de données, à renforcer l'efficacité de la

logistique et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et à étendre et réhabiliter les infrastructures de santé.

Déjà, le ministère libérien de la Santé et l'instance de coordination nationale de Sierra Leone ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de demander officiellement l'autorisation de reprogrammer des subventions.

« Nous n'envisageons pas une reprogrammation qui aurait une incidence sur notre répartition globale par maladie. Le RSS est une préoccupation majeure, et nous continuerons à explorer tous les moyens pour progresser dans ce domaine », peut-on lire dans la déclaration de Seth Faison. « Là où nous verrons qu'une certaine souplesse dans la reprogrammation des subventions peut contribuer aux actions menées contre les trois maladies tout en permettant de lutter contre d'autres maladies, nous nous lancerons activement dans une telle reprogrammation. »

Les premiers effets sur les programmes financés par le Fonds mondial dans ces trois pays comprennent une limitation des activités visant à lutter contre le nombre déjà considérable de cas de VIH, de tuberculose et de paludisme. Parmi celles-ci figurent des interventions à fort impact, notamment une vaste campagne de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée au Libéria, prévue en novembre 2014.

Les restrictions de voyage ? notamment la suspension de certains vols internationaux à destination du Libéria ? ont entraîné un report des visites de l'équipe de pays et des déplacements sur le terrain des maîtres d'œuvre nationaux.

À cause de la situation d'urgence engendrée par l'épidémie, le processus du nouveau modèle de financement, notamment le dialogue national et l'élaboration des notes conceptuelles, s'est également ralenti dans ces pays.

Dans une réponse datée du 8 septembre au rapport sur la situation remis par le Secrétariat au Conseil d'administration, la délégation des communautés a publié une déclaration dans laquelle elle « recommande fortement que le Fonds permette, et encourage, la formation du personnel et des maîtres d'œuvre nationaux afin que ceux-ci puissent faire face à l'épidémie d'Ebola ».

La délégation a également demandé à ce que des fonds soient investis dans la collecte et l'analyse de données afin de déterminer l'impact de l'épidémie sur les traitements contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et notamment le nombre de patients qui n'ont pas accès à leurs traitements en raison de la fermeture des dispensaires. En effet, de nombreux dispensaires ont été transformés en unités d'isolement pour les malades d'Ebola, mais il semblerait qu'ils refusent des patients infectés faute de lits en nombre suffisant.

« Les épidémies d'Ebola montrent la nécessité d'investir davantage dans le renforcement des systèmes de santé et des systèmes communautaires. Il s'agit d'une urgence de santé publique et humanitaire, dont les conséquences vont au-delà des personnes infectées par le virus. Cette situation requiert une attention immédiate et stratégique », peut-on lire dans la déclaration de la délégation.

Dans un [éditorial](#) (en anglais) publié en août dernier par l'économiste du développement Jeffrey Sachs, celui-ci propose un moyen qui permettrait au Fonds mondial de s'impliquer davantage dans la riposte à l'épidémie d'Ebola.

Si les donateurs élargissaient le domaine de compétence ? et augmentaient le budget ? du Fonds mondial de sorte à ne plus limiter son action à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, mais à en faire un fonds pour la santé mondiale destiné aux pays à faible revenu, cela permettrait aux pays les plus pauvres de « mettre en place des systèmes de santé de base dans chaque bidonville et chaque communauté rurale, un concept connu sous le nom de couverture maladie universelle ».

L'épidémie d'Ebola a déjà coûté la vie à plus de 2800 personnes. Dans un [rapport](#) (en anglais) publié le 24 septembre, les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies ont averti qu'au rythme de transmission actuel, le nombre de personnes infectées par le virus pourrait atteindre 1,4 million d'ici 2015.

[Read More](#)
